

**C.C.P.
CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES**

**ACCORD-CADRE
MISSIONS D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE
POUR LE SUIVI ET LE CONTROLE DU MARCHÉ
D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE
DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée :
Articles L.2123-1 & R.2123-1 à R.2123-5 du Code ;
&
Accord-cadre Mono-attributaire : articles –L.2125-1 et R.2162-2-2°- du Code ;

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

PREAMBULE :		3
ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2	PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 3	FORME DU MARCHE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 4	LIEU D'EXECUTION	3
ARTICLE 5	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 7	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 9	DETERMINATION DES PRIX DU MARCHE.....	15
ARTICLE 10	REGLEMENT DES COMPTES	15
ARTICLE 11	AVANCE	18
ARTICLE 12	LANGUE ET MONNAIE UTILISEES.....	18
ARTICLE 13	ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS.....	18
ARTICLE 14	SANCTIONS DU MARCHE.....	18
ARTICLE 15	LITIGES, ATTRIBUTION DE JURIDICTION	19
ARTICLE 16	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD) ;
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

La procédure de passation et la signature des marchés ;

La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève du :

- Centre Hospitalier de Saint-Denis

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCP) a pour objet la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi et le contrôle du marché d'exploitation des installations de génie climatique du CH de Saint-Denis.

ARTICLE 2 PARTIES CONTRACTANTES

Conformément à l'article 2 du CCAG-PI (Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles), les parties contractantes sont :

- D'une part : le Pouvoir Adjudicateur, le Centre hospitalier de Saint-Denis, 2 rue du Docteur Delafontaine, 93205 Saint-Denis Cedex
- D'autre part : le titulaire du marché

ARTICLE 3 FORME DU MARCHE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 du Code de la Commande Publique,
Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

ARTICLE 4 LIEU D'EXECUTION

Centre Hospitalier de Saint-Denis (CHSD)
Site de Delafontaine
2, rue du docteur Delafontaine
93200 Saint-Denis

ARTICLE 5 DISPOSITIONS GENERALES

5.1 PARTIES CONTRACTANTES

Conformément à l'article 2 du CCAG-PI (Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles), les parties contractantes sont :

- D'une part : le Pouvoir Adjudicateur, le Centre hospitalier de Saint-Denis, 2 rue du Docteur Delafontaine, 93205 Saint-Denis Cedex
- D'autre part : le titulaire du marché.

5.2 OBJET

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi et le contrôle du marché d'exploitation des installations de génie climatique pour le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Les prestations concernées par ledit marché sont précisées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

5.3 LIEUX D'EXECUTION

Centre Hospitalier de Saint-Denis
2, rue du Docteur Delafontaine
93205 SAINT-DENIS

5.4 FORME DU MARCHE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

5.5 DUREE DU MARCHE

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 1^{er} Juillet 2025 pour une période de 1 an.

Le marché pourra être reconduit trois fois par reconduction tacite pour une durée de 12 mois sans que la durée du marché ne puisse excéder quatre ans. En cas de reconduction, la durée totale du marché n'excèdera donc pas le 1^{er} Juillet 2025. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de décision de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra faire part de sa décision par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception au minimum deux mois avant la date de fin de la durée du marché.

Dans cette éventualité, le titulaire reste engagé et il est tenu de continuer l'exécution des prestations jusqu'à la date d'échéance de la période concernée.

5.6 SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

Le Titulaire ne pourra, sans l'accord préalable du Groupement Hospitalier de Territoire Plaine de France, céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de ses prestations, ou en faire apport à une société ou un groupement.

5.6.1 Co-traitance

Le candidat peut se présenter seul ou dans le cadre d'un groupement d'entreprises.

En cas de présentation sous forme de groupement, l'acheteur ne souhaite pas imposer de forme de groupement particulier.

5.6.2 Sous-traitance

Désignation de sous-traitants au début d'exécution et en cours de marché :

Conformément à la loi n° 75.1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée, une partie de l'exécution de l'accord-cadre peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur interdit au titulaire du présent marché de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du marché, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Chaque sous-traitant doit faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance et ce quel que soit son rang dans la chaîne de sous-traitance (sous-traitant de 1^{er} rang et de second rang).

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie au pouvoir adjudicateur :

- soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Dans ce cas, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » constituant alors une annexe à l'acte d'engagement a été signé(e) par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur.
- soit après le dépôt de l'offre par le titulaire de l'accord-cadre, en cours d'exécution. Pour ce faire, il conviendra de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constituera un acte spécial dont la signature par le titulaire du marché, le sous-traitant et le pouvoir adjudicateur vaudra acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis pourra demander au titulaire de fournir la copie du contrat de sous-traité établi avec le sous-traitant.

Seuls les sous-traitants de 1^{er} rang bénéficient du paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC et uniquement pour la partie du marché public dont ils assurent l'exécution.

Il appartient au sous-traitant de 1^{er} rang, qui fait appel à un sous-traitant, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant, dit de second rang, par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant de 1^{er} rang ne peut confier à son sous-traitant la totalité des prestations dont il a la charge.

Le titulaire du marché demeure responsable de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, par lui-même et par les sous-traitants. Il en résulte que des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché alors qu'un manquement serait imputable à un sous-traitant.

Avant de transmettre la déclaration de sous-traitance au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant de 1^{er} rang est tenu d'obtenir l'accord du titulaire, et doit justifier de cette autorisation auprès du Centre Hospitalier de Saint-Denis. De même, le titulaire du marché doit être tenu informé de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement de tout nouveau sous-traitant d'un de ses sous-traitants.

En cas de déclaration d'un sous-traitant de 2nd rang, il conviendra d'utiliser le formulaire DC4 cité ci-avant, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant du 1^{er} rang. La déclaration de sous-traitance devra alors être signée par le sous-traitant de 1^{er} rang et par le sous-traitant de 2nd rang, et être transmise au pouvoir adjudicateur.

Nota :

- ❑ Le DC4 doit être signé par le sous-traitant et par le titulaire. Aussi, toute modification ne sera valablement acceptée qu'avec l'accord des deux parties.
- ❑ Le titulaire ne pourra valablement être rémunéré que pour la part du marché qui n'aura pas été sous-traitée.

ARTICLE 6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

6.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, le contrat est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le mémoire technique remis par le candidat ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire annuelle (DPGF).

Seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.

6.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- ❑ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes d'application ;

Bien que non fournie à l'appui du présent marché, cette pièce est réputée connue du titulaire.

6.3 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE - NOTIFICATION DU MARCHÉ – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, la notification du marché comprend la copie des pièces suivantes :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes ;
- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire ;

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'intégralité des pièces contractuelles de l'accord-cadre.

6.4 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou cession de créances doit être adressée à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier de Saint-Denis
Cellule des Marchés
2, rue du Docteur Delafontaine
93205 SAINT-DENIS

ARTICLE 7 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 DELAIS DE BASE

Les prestations devront être exécutées dans les délais précisés à l'article 4.3 du présent CCP.

7.2 PROLONGATION DES DELAIS

Sans objet.

ARTICLE 8 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 GENERALITES

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du présent marché/accord-cadre.

Un interlocuteur unique doit être désigné (nom, téléphone et adresse électronique) dans l'offre du titulaire. Il doit être en mesure de répondre aux interrogations du représentant du pouvoir adjudicateur sans délais.

8.2 CONTEXTE ET OBJET DE LA MISSION

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis a attribué un contrat de performance énergétique pour l'entretien et la maintenance des installations de génie climatique. (Eau chaude sanitaire, ventilation, climatisation, traitement d'eau, traitement d'air ...).

Le contrat d'exploitation a pris effet le 1^{er} juillet 2017 et son échéance est fixée au 30 juin 2027. Il a été attribué à la société MULTIDEX. Il faudra prévoir le dossier de renouvellement du marché de contrat de performance énergétique - exploitation des installations de génie climatique et réalisation de travaux de performance énergétique.

Le type de marché applicable est le suivant:

- **Marché de type PFI** : P2 + P3 (Prestations forfaitaires avec intéressement - Conduite et entretien - Gros entretien et garantie totale).

Le marché sera adapté au fur et à mesure de son déroulement aux variations du patrimoine dans l'étendue de ses prestations et des évolutions de ses sites.

Afin d'assurer un contrôle des prestations réalisées par le titulaire du contrat de performance énergétique, le titulaire du présent marché devra assister le Centre Hospitalier de Saint-Denis dans la réalisation de ses objectifs et assurer à ses usagers des conditions de confort optimum à un moindre coût.

Le titulaire devra également :

- Assister le Centre Hospitalier de Saint-Denis dans le contrôle du bon respect des objectifs définis au marché de performance énergétique.
- Suivre des travaux sur le périmètre des installations prises en charge dans le marché de performance énergétique ;

Cette mission consiste à :

- Aider le Centre Hospitalier de Saint-Denis à identifier les défauts de gestion de l'énergie et à porter remède de façon à assurer une parfaite qualité de service, tout en réduisant au minimum les consommations d'énergie, et à veiller à ce qu'elles soient optimisées (Contrôle du poste P1),
- Veiller à ce que les prestations effectuées par les exploitants correspondent à celles imposées dans les marchés d'exploitation (Contrôle du poste P2),
- Contrôler la garantie totale transparente des installations assurées par la société d'exploitation (Contrôle des postes P3),
- Suivre des travaux : suivi et réception des travaux de performance énergétiques définis au marché de performance énergétique.

La mission concerne tous les contrôles techniques nécessaires permettant au pouvoir adjudicateur de gérer financièrement et administrativement son contrat d'exploitation.

Il est précisé que les visites périodiques réglementaires ne sont pas comprises dans les missions confiées au titulaire dans le présent marché.

Le titulaire déclare être parfaitement informé de l'implantation des installations ainsi que de leur accès et de la consistance des équipements dont il assurera la vérification et le contrôle.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions du droit commun.

Le titulaire mettra à disposition le personnel et le matériel spécialisé nécessaires pour remplir sa mission.

La liste et les caractéristiques matérielles des installations sont précisées en **annexe 1**.

Pour ces installations, le titulaire devra assurer le contrôle et le suivi de la prestation de l'exploitant.

8.3 CONTENU DE LA MISSION

La mission sera réalisée en concertation et sous le contrôle des services techniques du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

8.3.1 Suivi du contrat d'exploitation

Contrôle R1 / chauffage et eau chaude sanitaire

➤ Assistance technique à la gestion de l'énergie

Cette mission consistera en la mise en place par le titulaire d'un suivi des consommations par installation par le biais d'indicateurs permettant de suivre les consommations.

La mise en place d'indicateurs sera conditionnée par la validation du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Le titulaire contrôlera les indicateurs et définira en collaboration avec l'exploitant les actions de correction nécessaires en cas de besoin. En cas de consommations anormales, il devra intervenir auprès de l'exploitant pour une mise en garde, avec mise en place de réunions si cela s'avère nécessaire.

En cours de saison, le titulaire assistera le Centre Hospitalier de Saint-Denis dans ses relations avec les exploitants concernant le suivi des consommations, à concurrence d'une rencontre mensuelle.

En fin de saison, le titulaire procédera au calcul de l'intéressement contractuel de l'exploitant. Si cela s'avère nécessaire, au vu des résultats constatés ou à la demande de l'exploitant, le titulaire proposera au Centre Hospitalier la passation d'avenants relatifs à l'évolution des cibles NB, conformément au contrat d'exploitation.

➤ Documents et informations à remettre par le titulaire

Pour cette mission, le titulaire remettra au Centre Hospitalier de Saint-Denis les rapports suivants :

- Les factures du réseau de chaleur validées au fil de l'eau.
- Un rapport trimestriel de suivi de la facturation de l'énergie.
- Un rapport final de fin de saison de chauffe faisant le bilan de la saison et intégrant le calcul de l'intéressement et, éventuellement, la proposition de nouvelles cibles.
- Des notes indépendantes relatives aux problèmes ponctuels constatés à l'occasion du traitement au fil de l'eau et nécessitant une intervention du Centre Hospitalier auprès de l'exploitant.

➔ **Contrôle P2**

➤ Assistance technique à la gestion des installations

Cette mission a pour objet la vérification régulière et approfondie de chaque installation en cours de saison de chauffe. Le titulaire devra réaliser autant de visites qu'il jugera nécessaire, mais au minimum 1 par an sur chacun des sites.

Les visites seront normalement menées en présence d'un représentant du Centre Hospitalier sauf demande expresse, au cas par cas.

Ces visites permettront de vérifier la bonne application des dispositions des contrats d'exploitation de chauffage et installations connexes.

Pour cela, il sera procédé:

- Au contrôle de l'application des divers règlements et en particulier de l'Arrêté du 23 juin 1978.
- Au contrôle de l'exécution des obligations contractuelles de l'exploitant à partir, en particulier, des livrets des installations.
- Au contrôle des performances instantanées des installations et des réglages des équipements de régulation.
- Au contrôle de l'état du matériel (adéquation à l'usage, niveau d'entretien, qualités des réglages, etc.).
- A la recherche de toutes les solutions techniques permettant, par amélioration de l'exploitation ou par investissement, d'améliorer les performances des installations.
- Au contrôle des prestations entrant dans le cadre de la lutte contre les légionnelles.
- A la vérification du contrôle des organes de disconnexions (clapets EA et disconnecteurs).
- Au contrôle de la valeur d'appoint d'eau et du pH dans les réseaux de chauffage.
- Au contrôle du ramonage.

Le titulaire devra également la vérification des factures.

Par ailleurs, le titulaire assistera le Centre Hospitalier de Saint-Denis:

- Dans les opérations de travaux de réhabilitation ou similaire ayant une incidence, d'une part, sur les consommations d'énergie et, d'autre part, sur les paramètres de fonctionnement des installations,
- Dans les opérations de traitement de la légionnelle, le cas échéant.

Enfin, cette mission comprend, dans la limite de 10 journées par an, l'assistance au Centre Hospitalier de Saint-Denis pour tous les problèmes pouvant se poser avec les exploitants, y compris tous déplacements nécessaires, avec notamment l'aide pour la passation d'avenants et la gestion des travaux non compris dans les termes P2 et P3 demandée par le Centre Hospitalier de Saint-Denis, et l'établissement trimestriel des besoins urgents de travaux nécessaires en termes de :

- Sécurité
- Conformité (Notamment du Décret 93/40 du 11/01/93)
- Maintenance
- Renouvellement

Les interventions dans le cadre de cette mission n'ont en aucun cas le caractère d'une expertise ou d'un arbitrage.

➤ Documents et informations à remettre par le titulaire

Pour cette mission, le titulaire remettra au Centre Hospitalier de Saint-Denis les documents suivants :

- Les factures de l'exploitant dûment validées au fil de l'eau.
- Une note intermédiaire chaque fois qu'un problème particulier aura été identifié par le titulaire et qui nécessitera une intervention rapide du territoire auprès de l'exploitant.
- Un rapport pour chaque installation visitée faisant état des différents points prévus dans l'assistance technique à la gestion des installations.
- Un rapport annuel en fin de saison de chauffe faisant la synthèse et rendant compte notamment :

Des indicateurs de suivi :

- Analyse des fiches d'intervention de l'exploitant,
- Valeur d'appoint d'eau : appoint aux installations de chauffage exprimé en litres par jour,
- Nombre de pannes par installation,
- Consommations annexes,
- Évolution des caractéristiques d'eau des réseaux,
- De l'état d'avancement et des résultats des visites de contrôle d'exploitation,
- Du suivi des prestations (analyses, actions ponctuelles, travaux) entrant dans le cadre de la lutte contre les légionnelles,
- Du suivi des actions demandées à l'exploitant à l'issue de ces visites,
- Du pointage et du niveau de priorité des travaux à engager par le Centre Hospitalier sur ses installations en matière de sécurité, conformité, maintenance et renouvellement,
- Du calcul des pénalités.

➤ Contrôle de la distribution d'énergie

Cette mission permet, sur demande du Centre Hospitalier de Saint-Denis, dans les bâtiments où il est constaté des dysfonctionnements, de rechercher les défauts et de trouver les solutions se rapportant à la distribution de chaleur, c'est-à-dire :

- Les réseaux secondaires de distribution de chauffage
- Les émetteurs (radiateurs, convecteurs, planchers chauffants)
- Les boucles d'eau chaude sanitaire.

Dans le cadre de dysfonctionnements, et après intervention de l'exploitant qui effectuera les rééquilibrages qui s'avèreraient nécessaires, le titulaire effectuera des visites de contrôle dans les locaux afin de mesurer les éventuels déséquilibres de température.

Les déséquilibres pourront également être identifiés par mesure des températures différentielles sur tuyauteries aller/retour, se substituant dans ce cas au contrôle *in situ*.

En cas de défaut constaté lors du contrôle, le titulaire proposera les techniques aptes à y remédier (désembouage, équilibrages, etc.).

Pour cette mission, le titulaire remettra, le cas échéant, au Centre Hospitalier de Saint-Denis une note chaque fois qu'un problème particulier aura été identifié par le titulaire et qui nécessitera une intervention rapide du Centre Hospitalier de Saint-Denis auprès de l'exploitant.

➤ Analyse des installations de livraison d'électricité

Le titulaire inspectera lors de ses visites les points de livraison électriques et relèvera les caractéristiques des points de comptage. Il analyse en cohérence la facturation fournie au préalable par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et rédigera, la première année, un rapport synthétique comportant les éventuelles actions à mettre en œuvre pour optimiser les tarifs de livraison, abonnement, coûts de l'électron, dimensionnement des puissances, etc ...

Le titulaire veillera chaque année à mettre à jour ce rapport et à vérifier la cohérence des modifications avec les données réelles et établira de nouvelles préconisations le cas échéant.

Contrôle P3

➤ Assistance technique à la gestion de la garantie totale transparente

Cette mission a pour objet la gestion du poste P3 avec :

- La détermination des travaux à réaliser afin d'assurer la pérennité de fonctionnement des installations et la vérification de travaux après exécution,
- La validation des demandes d'imputation P3 au fil de l'eau,
- La réception des travaux,
- La vérification des factures,
- La détermination du solde de fin d'année avec établissement des besoins techniques pouvant relever de la clause additionnelle de garantie totale transparente des installations,
- Le suivi des comptes de la garantie totale,
- Le bilan annuel.

➤ Documents et informations à remettre par le titulaire

- **Une note intermédiaire chaque fois qu'un problème particulier aura été identifié** par le titulaire et qui nécessitera une intervention rapide du Centre Hospitalier auprès de l'exploitant.
- **Un rapport annuel en fin de saison de chauffe** faisant le bilan de l'action menée et de la situation des comptes P3 (bilan recette – dépense).

➤ Contrôle de la facturation

Le titulaire sera directement destinataire des factures émises par les exploitants qu'il visera et retransmettra aussitôt aux services du Centre Hospitalier de Saint-Denis. Cette transmission devra se faire dans un **délai de 8 jours maximum** à compter de leur réception.

Le cas échéant, il retournera directement la facture en justifiant le refus. Il adressera copie de ce refus aux services techniques du Centre Hospitalier de Saint-Denis. En cas de refus injustifié, le titulaire prendra en charge les éventuels pénalités et intérêts moratoires dus à l'exploitant.

➤ Réunions de synthèse de l'exploitation

Tous les mois, le titulaire organisera une réunion de synthèse de l'exploitation à laquelle participera l'exploitant. Cette réunion aura pour objet de résoudre les problèmes soulevés par le contrôle de gestion de l'énergie et le contrôle de l'exploitation.

Le titulaire se chargera d'établir les compte-rendus à l'issue de chaque réunion en mentionnant les problèmes posés et les actions à entreprendre.

8.4 OBLIGATIONS DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis assurera le libre accès des agents du titulaire à l'ensemble des équipements et installations, objet du présent marché.

Il communiquera au titulaire toute information et tout document utile au bon déroulement de sa mission par le titulaire.

Il informera le titulaire de toute décision ou échange de courrier relatif à ces équipements et installations, en particulier pour ce qui concerne les relations entre le Centre Hospitalier de Saint-Denis et l'exploitant de chauffage. Il transmettra également au titulaire les éléments d'information détenus par elle seule et permettant la mise en place du suivi des indicateurs de performance.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis interviendra auprès de l'exploitant pour lui transmettre les remarques et instructions du titulaire chaque fois que celui-ci aura remarqué un problème nécessitant une réponse rapide s'il ne parvient pas à l'obtenir par ses propres moyens.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis fera communiquer par les exploitants l'ensemble des éléments qui sont nécessaires à l'établissement des rapports de contrôle de consommations dans le cadre de la mission.

8.5 ORDRES DE SERVICE

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis établira un ordre de service annuel pour les prestations de contrôle de l'exploitation du chauffage.

Le titulaire devra accuser de la bonne réception de l'ordre de service par retour de fax, de télécopie ou de courriel dans un délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la réception de la commande. À défaut de réponse, l'ordre de service sera réputé reçu à l'expiration de ce délai.

8.6 VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis exercera des opérations de vérification quantitative et qualitative.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réaliser les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

En cas de réception tacite, la date d'effet est l'expiration d'un délai d'un mois à compter de réalisation des prestations ou de la remise des documents prévus dans le présent marché.

Si le Centre Hospitalier de Saint-Denis estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/PI, si le titulaire ne présente pas d'observations dans les cinq jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Si le Centre Hospitalier de Saint-Denis estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet. Le titulaire sera tenu de procéder aux demandes/corrections formulés dans le délai imparti par le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

8.7 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'option retenue est l'option A du CCAG PI (concession de droits d'utilisation sur les résultats). Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés au pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article A.25 du CCAG PI. La propriété des droits ou titres afférents aux résultats reste détenue par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec son autorisation.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

8.8 PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché.

Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes.

Le titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché

8.9 SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

ARTICLE 9 DETERMINATION DES PRIX DU MARCHE

9.1 CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées sur la base des prix indiqués dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et révisable.

Pour la satisfaction de besoins occasionnels (études ponctuelles), les prestations seront rémunérées sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prix sont exprimés en euros.

Les prix comprennent tous les frais et sujétions afférents à la bonne exécution du marché notamment : toutes charges fiscales, parafiscales, redevances, eco-contribution, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport y compris les frais postaux (Colissimo etc.) jusqu'au lieu de livraison et d'installation dans les locaux.

9.2 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **Mo** fixé à l'acte d'engagement. (Mo= mois de remise des offres)

Les prix seront fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils pourront être révisés les années suivantes par application de la formule développée ci-après. La révision sera calculée à la date anniversaire du marché à partir du dernier indice connu à la date de révision.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule suivante :

$$C = Ro (0,15 + 0,85 \text{ Ing} / \text{Ing o})$$

Dans laquelle :

C=Coefficient de révision

Ro est la rémunération du titulaire (valeur mois Mo)

ING est le dernier indice Ingénierie connu à la date de révision, publié au Moniteur des Travaux Publics et Bâtiment

ING o est l'indice ingénierie du mois Mo.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 10 REGLEMENT DES COMPTES

10.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

La demande de paiement datée est établie en un original et 1 copies.

Elle devra notamment faire mention des indications suivantes, en plus des mentions légales :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal (identique à celui indiqué sur l'acte d'engagement) ;
- Le numéro du marché et le numéro de lot ;

- La désignation exacte de la prestation avec les quantités des pièces changées et leurs prix ;
 - Les montants H.T., le montant de la TVA, les montants T.T.C ;
 - Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
 - La date de facturation ;
- En cas de groupement, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance avec paiement direct ; le titulaire joint à sa demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné.

Le pouvoir adjudicateur vérifie, et rectifie éventuellement, la demande de paiement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées au titre du présent marché.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire pour correction, elles sont accompagnées d'une lettre, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au Centre Hospitalier de Saint-Denis, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

L'ensemble des dispositions concernant la facturation et son contrôle est applicable au titulaire comme aux éventuels sous-traitants.

En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire en informe le service technique par courrier ou mail auquel est joint un RIB ou un RIP.

Conformément aux prescriptions de l'article 36 du CCAG PI, en cas de résiliation aux torts du titulaire, l'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations, par une autre société, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

- La demande de paiement est adressée comme suit :
- Soit par voie postale à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
 Direction des Services techniques
 2, rue du Docteur Pierre DELAFONTAINE
 BP 279
 93205 SAINT-DENIS Cedex

- Soit en la déposant sur le portail Chorus Pro: <https://Chorus-pro.gouv.fr>

Suite à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 qui rend obligatoire le déploiement de la facturation électronique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent transmettre leurs factures sous forme électronique à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>, et selon les modalités suivantes :

- ❑ **Au 1er janvier 2017** : pour les grandes entreprises et les personnes publiques (+5.000 salariés)
- ❑ **Au 1er janvier 2018** : pour les entreprises de taille intermédiaire (de 250 à 5 000 salariés)
- ❑ **Au 1er janvier 2019** : pour les petites et moyennes entreprises (de 10 à 250 salariés)
- ❑ **Au 1er janvier 2020** : pour les micro-entreprises (- de 10 salariés).

Trois modes de dépôts sont possibles, adaptés aux besoins et aux capacités des fournisseurs :

- Le dépôt de factures en PDF (signé ou non signé) sur un portail ;
- La saisie de factures sur ce même portail ;

Le code service CHORUS ainsi que le SIRET du Centre Hospitalier de Saint-Denis seront apposés sur les bons de commande ou ordres de services.

Le numéro de SIRET est 269 301 016 000 11.

10.2 ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire interviendra sous forme d'acomptes versés tous les 6 mois. Chaque acompte représente 50% du prix global et forfaitaire annuel.

10.3 MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

La facture doit être décomposée en autant de parties qu'il y a d'entrepreneurs à payer séparément à concurrence du montant dû à chacun.

En cas de groupement d'entreprises solidaires, le règlement sera effectué au compte unique du groupement désigné dans l'acte d'engagement. La signature de la demande de paiement ou du projet de décompte par le mandataire du groupement vaut acceptation par l'ensemble des co-traitants solidaires du montant faisant l'objet du règlement au compte unique.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des dispositions de l'article 12 du C.C.A.G/PI. Si le délai de paiement est dépassé et que le dépassement est imputable au Centre hospitalier de Saint-Denis, des intérêts moratoires sont dus au titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue selon les dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publics. En vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

Il sera également procédé au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 AVANCE

Il sera fait application de l'article 110 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 12 LANGUE ET MONNAIE UTILISEES

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s).

Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, ainsi que celle des éventuels ses sous-traitants sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification ou de la reconduction du présent marché, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

Au surplus, le titulaire remet au Centre Hospitalier de Saint-Denis, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées dans l'article 51-III du décret n°2016-360.

ARTICLE 14 SANCTIONS DU MARCHE

14.1 PENALITES

Toutes les pénalités sont applicables quelles que soient leurs montants, elles sont cumulables. Elles s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 CCAG/PI, tout retard dans l'exécution des prestations (assistance, remise de documents) objet du présent marché relevés feront l'objet de pénalités calculées selon la formule suivante:

$$P=V*R/10$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant

en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA.
R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.2 du CCAG/PI, une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision.

Les pénalités dues par le titulaire sont réglées par l'émission d'un titre de recettes qui est déduit sur le règlement TTC révisé le plus proche.

Aucune exonération de pénalité ne sera accordée.

14.2 RESILIATION DU MARCHE

14.2.1 Conditions de résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre VII du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

14.2.2 Résiliation sans faute du titulaire

Si le Centre Hospitalier de Saint-Denis décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

14.2.3 Résiliation pour faute du titulaire

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 du CCAG/PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20%.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37 du CCAG/PI) les prestations sont réglées sans abattement.

14.2.4 Exécution aux frais et risques

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers de son choix, aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectuera jusqu'à la notification d'un nouveau marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage par le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

ARTICLE 15 LITIGES, ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les litiges qui naîtraient dans le cadre du présent marché devront être portés devant le Tribunal Administratif de Montreuil (93).

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Tél : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

En aucun cas, les contestations et litiges qui pourraient survenir entre le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Titulaire, ne pourront être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des travaux à effectuer.

ARTICLE 16 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du C.C.A.G./PI ci-dessous sont modifiés par les articles du présent C.C.P. :

Article du CCAP	Article CCAG PI
2.1	4.1
2.3	4.2
4.6	27.3
10.1	14.1
10.2	39